

Qui mettra fin à la guerre du Haut-Karabakh?

(Französische Übersetzung von Laurence Wullemin/WILPF Deutschland)

Un appel au mouvement pour la paix dans le monde entier et aux institutions internationales !

Depuis un mois, la guerre fait rage dans une région qui, il y a seulement deux ans, a atteint la démocratie et la paix dans le cadre d'une révolution pacifique « en douceur ». Immenses espoirs que l'Arménie se développe au bénéfice de tous, contre la pression des oligarques et des élites politiques corrompues. Une grande solidarité, un esprit de renouveau se sont fait sentir ces dernières années au sein de la population civile, mais aussi parmi les parlementaires. Je me souviens avec plaisir du débat avec une jeune parlementaire en 2019 à Erevan. Les droits de la femme, la santé, la réduction de la pauvreté — tout cela était à l'ordre du jour ; et la première vague de contrôle de la pandémie a fait preuve de succès.

Le mouvement pour la paix et la démocratie, mené principalement par des femmes, et parmi elles de nombreux jeunes gens désireux de surmonter les horreurs et les traumatismes du passé, a entrepris d'organiser des dialogues dans toute la région du Caucase, des échanges par-delà les frontières et avec les institutions internationales.

Democracy today Armenia (<https://www.democracytoday.am/>) est dirigée depuis 25 ans par Gulnara Shahinian et une équipe formidable — c'est volontiers que nous évoquons l'attribution du prix Anita Augsburg à une rebelle contre la guerre par l'IFFF en 2018 et du rapport sur la poursuite des activités de paix sur <https://www.wilpf.de/rebellinnen-gegen-den-krieg-die-preistraegerinnen-2017-2019/>. Mme Shahinian est une experte internationalement reconnue en matière de droits de l'homme, et plus particulièrement en ce qui concerne les formes modernes d'esclavage. Elle a mis en place un réseau international de femmes, qui se réunissait chaque année à Erevan pour des conférences, où la paix était examinée sous différents angles (journalisme de paix, prévention, etc.) et avec une formation pratique. Lors de ces conférences, un prix a été décerné à de jeunes femmes militant pour la paix au Myanmar, au Liban, en Colombie, en Irak et au Yémen. Les jeunes femmes ont partagé leur engagement avec le public (ceci est documenté et accessible via les médias sociaux et des films), elles ont tiré des leçons des expériences dans d'autres régions en conflit et ont fait partie d'un réseau engagé. Au cours de l'année, DT a organisé d'innombrables sessions de formation, réunions, actions humanitaires — en particulier à travers les frontières. L'atmosphère était infiniment confiante, inspirante et pleine d'espoir pour un avenir en paix.

Et maintenant la guerre à nouveau, qui non seulement fait remonter les vieux traumatismes du génocide, de l'isolement de l'Arménie dans une zone très complexe de nombreux conflits « gelés », auxquels la communauté internationale n'ose guère retourner, qui fait ainsi s'effacer

la mémoire des guerres passées, de la souffrance du peuple pour de nombreuses personnes à l'étranger.

Le Haut-Karabakh a le statut de « territoire non reconnu » en vertu du droit international. Néanmoins, depuis 30 ans, de nombreuses tentatives ont été faites pour établir un régime démocratique basé sur le « droit à l'autodétermination des peuples ». Dans toutes les négociations internationales — dont le peuple ou le gouvernement d' Artsakh, comme le pays se nomme lui-même, a été exclu en tant que partenaire de négociation — il n'a probablement jamais été question de négociations honnêtes pour le bien-être des habitants de la région, mais d'avoir le dernier mot en ce qui concerne la domination géostratégique et politique. C'est une épine dans le pied des considérations de politique de pouvoir d'un Azerbaïdjan dirigé de manière autoritaire — pays avec beaucoup de matières premières convoitées — et de ses complices, comme le Premier ministre turc, qui apparaît comme belliciste dans de nombreux conflits depuis des années (et pour cela diligemment équipé d'argent et d'armes provenant aussi d'Allemagne). Selon Amnesty International, entre autres, il est désormais clairement établi que les fournitures militaires proviennent également d'Israël, du Pakistan et d'autres pays. Les bombes à sous-munitions et les systèmes d'armes autonomes qui sont internationalement proscrites en tant que crimes de guerre sont utilisés contre des cibles civiles et contre des mercenaires syriens envoyés sur un nouveau front dans le cadre de la traite illégale des êtres humains.

Tout cela devrait être condamné avec la plus grande fermeté par l'ONU, l'OSCE et les représentants politiques nationaux — sans compter que l'appel au cessez-le-feu lancé par le Secrétaire général de l'ONU, surtout en période de pandémie, devrait être soutenu d'urgence par une présence internationale dans la région.

Chaque jour, des gens continuent de mourir, d'avoir peur, d'être déplacés, des groupes entiers de population se radicalisent. De jeunes hommes, qui jusqu'à récemment rêvaient de fonder une famille, de réussir professionnellement, se battent maintenant au front — de tous les côtés. Les réfugiés du Haut-Karabakh ne bénéficient d'aucune protection internationale en vertu de la convention universelle des droits de l'homme car ils n'ont aucun statut. Même l'UNICEF ne s'occupe pas des enfants d'Artsakh.

Ce qui reste est un grand « test » pour la jeune nation arménienne : solidarité, humanisme, solutions créatives. Certains cousent des sacs de couchage chauds, d'autres des uniformes, certains accueillent chez eux des personnes déplacées dans les circonstances les plus difficiles en temps de covid-19, d'autres se consacrent à la défense nationale pour la paix et la protection du territoire. Des décisions fatales et difficiles, surtout pour les femmes dans un conflit dont on ne voit pas encore la fin. Le dialogue entre les fronts est presque impossible en raison des fortes émotions

suscitées et aussi de la propagande de guerre dévastatrice, surtout avec le drapeau turc.

Du point de vue extérieur d'un mouvement féminin pour la paix (www.wilpf.de, www.wilpf.org), cela signifie actuellement : maintenir la solidarité de tous avec la population civile opprimée. Pour rendre leur voix audible — comme dans le blog en annexe et pour les aider là où c'est nécessaire.

Cela signifie également qu'il faut lancer un appel urgent à un véritable cessez-le-feu par l'ONU, établir une zone de protection et installer immédiatement des observateurs et observatrices de l'OSCE.

Les représentant.e.s du Haut-Karabakh et en particulier les femmes de la région doivent être impliqués de manière significative de tous côtés dans les accords de cessez-le-feu et les négociations de paix qui en découlent. Les négociations de paix, qui ont si souvent échoué, doivent activer toute l'expérience et la compétence en matière de médiation, de dispositifs d'alerte précoce, d'initiatives de désarmement, d'arrêt du commerce international des armes — en particulier dans les régions en conflit.

À l'occasion du 20^e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies, il est nécessaire de redéfinir la participation, la protection et la prévention dans le cas concret de cette guerre. Les actes de guerre doivent cesser immédiatement ! La haine, les traumatismes et les craintes doivent être surmontés à long terme grâce à la solidarité féministe et aux perspectives politiques.

« *Give peace a chance !* »

Heidi Meinzolt, IFFF München